

Publié le 13-03-2024

SOLIDARITÉS HUMAINES
DIRECTION DE L'AUTONOMIE
SERVICE ÉQUIPEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX
Mission Etablissements Autonomie

A R R E T E N° PJ2024_EURTABU1
Fixant les tarifs journaliers afférents à la dépendance
de l'Etablissement Urtaburu à SAINT JEAN DE LUZ
à compter du 01/04/2024

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles dans ses parties législative et réglementaire ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le Décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'Arrêté du 4 septembre 2017 relatif au seuil mentionné à l'Article R. 314-174 déclenchant le dispositif de modulation, du forfait global dépendance des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale n°01-001 en date du 2 février 2024 (publiée le 6 février 2024) fixant les taux d'évolution des établissements et services à destination des personnes âgées et des personnes porteuses de handicap ainsi que la Valeur Nette point GIR pour l'année 2024 ;

VU l'Arrêté du Président du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques du 9 février 2024 fixant la Valeur Nette Point GIR départementale pour l'année 2024 ;

VU le CPOM signé en date du 03.02.2021, pour la période 2020-2024 ;

SUR la proposition du Directeur Général des Services :

ARRETE

Envoyé en préfecture le 12/03/2024

Reçu en préfecture le 12/03/2024

Publié le

ID : 064-226400018-20240311-PJ2024_EURTABU1-AI



ARTICLE 1 : Pour l'exercice 2024, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'établissement **Urtaburu** à Saint Jean de Luz pour les personnes de moins de 60 ans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **01/04/2024** :

Tarif applicable à compter du	1er avril 2024
Tarif journalier Moins de 60 ans	19.87 € TTC

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2024, les tarifs journaliers afférents à la dépendance de l'établissement **Urtaburu** à Saint Jean de Luz sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **01/04/2024** :

Tarif applicable à compter du	1er avril 2024
Tarif journalier GIR 1 et 2	22.37 € TTC
Tarif journalier GIR 3 et 4	14.20 € TTC
Tarif journalier GIR 5 et 6	6.03 € TTC

En cas d'hospitalisation : le tarif dépendance n'est pas facturé dès le premier jour d'absence y compris la partie du tarif correspondant au GIR 5-6. Le versement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est maintenu durant les 30 premiers jours.

En cas d'absences pour convenances personnelles, le tarif dépendance n'est pas facturé dès le premier jour d'absence y compris la partie du tarif correspondant au GIR 5-6 à condition d'en avoir informé la direction de l'établissement. Le versement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est maintenu durant les 30 premiers jours.

ARTICLE 3 : Les moyens arrêtés en section dépendance 2024 se décomposent comme suit :

- **Le forfait global « dépendance » 2024** : **431 824.00 €**
- Déficit / Excédent antérieur : €

ARTICLE 4 : La part versée à l'établissement pour les résidents du département s'élève à **114 274.44 €**. Ce montant sera versé mensuellement par 1/12^{ème}, **soit 9 522.87 € par mois**.

En application des articles R. 314-107, R. 314-108 et R. 314-109 du Code de l'action sociale et des familles, la régularisation des acomptes versés depuis le 1^{er} janvier 2024 sera effectuée dès le mois suivant la signature de l'arrêté tarifaire.

ARTICLE 5 : Tout recours éventuel contre les tarifs ainsi fixés devra parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine, sous peine de nullité, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur général des Services,
Madame la Directrice générale adjointe chargée de la Direction générale adjointe des Solidarités humaines,
Madame la Payeuse départementale,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site <https://publication-actes.le64.fr> et notifié à l'établissement concerné.

PAU, le

LE PRESIDENT